

# **Bilan du travail parlementaire de Daniel Senesael (2015-2016)**

## Introduction :

Alors que se clôture l'exercice parlementaire 2015-2016, l'heure est venue pour moi de vous présenter un bilan de mon action réalisée au cours de cette seconde année de travail parlementaire. L'exercice n'est pas aisé. En effet, à la différence du Bourgmestre dont les réalisations peuvent se mesurer concrètement sur le terrain, le Député réalise un travail nettement moins visible et pourtant essentiel, à savoir le contrôle de l'action gouvernementale.

Réaliser un bilan de mon travail parlementaire constitue dès lors un exercice indispensable. En effet, le député est choisi par le peuple, il est là par lui et donc pour lui. Il lui revient ainsi de rendre des comptes.

Après une première année où j'avais du prendre mes marques dans la mesure où il s'agit de mon premier mandat de député fédéral, cette seconde année m'a permis d'enfiler entièrement mon costume de député d'opposition et de remplir ce rôle avec tout le dynamisme et la conviction qui me caractérisent. Les différentes propositions de résolution que j'ai signées ou cosignées ainsi que mes interventions dans divers débats montrent que j'ai pu m'inscrire de manière positive dans ce nouveau rôle en opérant une opposition certes ferme mais avant tout constructive à la coalition des droites actuellement en place. C'est ainsi qu'en tant que membre de la Commission Santé publique, je me suis attaché à travers mon travail législatif et mes interventions à plaider pour qu'un financement suffisant des soins de santé soit garanti, pour que l'accent soit mis sur la prévention et pour que chacun puisse trouver à se soigner. Un autre dossier dans cette matière que j'avais initié l'année dernière et que j'ai continué à appuyer cette année est la levée de l'exclusion du don de sang de personnes en raison de leur orientation sexuelle.

Référent en matière d'Environnement pour le PS à la Chambre, j'ai également réalisé plusieurs interventions auprès de la Ministre Marghem sur des thématiques aussi essentielles que la protection de l'environnement et de la biodiversité mais également sur la lutte contre les changements climatiques. Parmi les dossiers les plus importants que j'ai suivis dans cette matière, il y a la préparation de la COP 21 qui a eu lieu en novembre à Paris ou encore le scandale du DieselGate.

D'un point de vue chiffré, parmi les 77 questions (d'actualité, écrites, orales ou interpellation) que j'ai adressées aux différents membres du gouvernement MR/N-VA, 40% concernent directement la santé et 30% l'environnement. Quant aux 30% restant, il s'agit de questions liées à l'intérieur, à la mobilité, à l'emploi, à la justice, à la défense ou encore à l'agriculture. Dans les pages suivantes vous trouverez la liste de ces questions d'actualités, orales, écrites, et interpellation adressées aux ministres.

Mais le travail de Député en plus de contrôler le gouvernement et voter les lois, c'est aussi de proposer et de débattre. C'est pourquoi vous trouverez également des énumérations des propositions réalisées et quelques-unes de mes interventions dans le cadre des débats parlementaires. L'ensemble de mes interventions peut être consulté sur le site de La Chambre à l'adresse suivante : [http://www.lachambre.be/kvvcr/showpage.cfm?section=/depute&language=fr&rightmenu=right\\_depute&cfm=cvview54.cfm?key=06682&lactivity=54](http://www.lachambre.be/kvvcr/showpage.cfm?section=/depute&language=fr&rightmenu=right_depute&cfm=cvview54.cfm?key=06682&lactivity=54)

# **Bilan du travail parlementaire de Daniel Senesael**

Tableaux récapitulatifs :

## **Question orale en séance plénière**

03/12/15	C. Michel, Premier Ministre	Le non-accord sur le climat
----------	-----------------------------	-----------------------------

## **Questions orales et interpellations**

### **Ministre de la Santé publique, Maggie De Block :**

06/10/15	Le dépistage démedicalisé et décentralisé du VIH
06/10/15	La taxe santé
06/10/15	L'augmentation des cas d'apnées du sommeil
27/10/15	La possible exposition des hôpitaux à la menace terroriste
01/12/15	Le refus de certains médecins d'appliquer le tiers payant obligatoire
26/01/16	Les 'supermarchés' du médicament et des produits de soins
26/01/16	La transposition de la Directive européenne 2013/55/UE et la réforme des soins infirmiers
03/02/16	La ratification du Protocole de l'OMS pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac
24/02/16	La disparition annoncée de la Composante médicale de l'armée
15/03/16	Le manque de transparence de la Commission européenne vis-à-vis des lobbys du tabac
15/03/16	Le remboursement du traitement de la fibrose idiopathique
26/04/16	Les implications du CETA sur la politique de santé
11/05/16	Les dangers liés à l'usage du Valproate
11/05/16	la confidentialité des données médicales
11/05/16	Le traitement de dossiers médicaux par des détenus
11/05/16	Le remboursement des dispositifs d'assistance ventriculaire gauche
25/05/16	L'avis du Conseil Supérieur de la Santé sur l'opportunité et les conditions éventuelles d'une autorisation de don de sang pour des hommes qui ont des rapports sexuels avec d'autres hommes
25/05/16	La situation des détenus atteints de troubles psychiques
05/07/16	La création d'un réseau de soins de santé périnatal

**Ministre de l'Environnement, Marie-Christine Marghem :**

27/10/15	Les efforts de la Belgique dans le cadre de la lutte contre le commerce illégal de bois
27/10/15	Le Sommet des Nations Unies sur le développement durable
27/10/15	Le Conseil européen de l'environnement du 18 septembre 2015
27/10/15	L'assemblée plénière de la convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC)
27/10/15	L'accord sur le paquet législatif énergie-climat 2013-2020 de l'UE
02/12/15	La répartition des objectifs climatiques 2013-2020
13/04/16	Un centre d'excellence du climat pour la Belgique
13/04/16	La répartition des objectifs climatiques 2013-2020
13/04/16	Le déclin des salamandres et tritons indigènes
13/04/16	Le nouveau Plan fédéral de développement durable
13/04/16	Un nouveau cadre pour le climat et l'énergie à l'horizon 2030
13/04/16	La lutte contre le commerce illégal des espèces menacées dans le cadre de la cellule CITES
01/06/16	Les moyens mis en œuvre afin de limiter l'utilisation des sacs plastiques
01/06/16	La réunion de la Commission nationale Climat du 2 mai 2016
01/06/16	Le burden sharing
01/06/16	Le registre des nanomatériaux
06/07/16	Le mandat donné par le Conseil des ministres du 3 juin 2016
06/07/16	le mécanisme de responsabilisation en matière climatique

**Ministre de l'Agriculture, Willy Borsus**

27/01/16	La lutte contre la résistance aux antibiotiques chez les animaux
27/01/16	L'équivalence de la phytolice et du Certiphyto
27/04/16	La présence de pesticides dans les pommes et poires
27/04/16	Le glyphosate
01/06/16	Le renouvellement de l'autorisation du glyphosate

**Ministre de la Défense, Steven Vandeput :**

27/01/16	L'instauration d'une journée nationale des porte-drapeaux
----------	---

31/05/16	Les pensions versées par l'Allemagne à d'anciens SS belges
----------	--

**Ministre de l'Emploi, Kris Peeters :**

27/01/16	Les licenciements de travailleurs de La Redoute sur le site d'Estaimpuis
----------	--

**Ministre des Affaires Etrangères, Didier Reynders :**

06/07/16	Les pensions versées par l'Allemagne à d'anciens SS belges
----------	--

**Ministre des Finances, Johan Van Overtveldt :**

06/07/16	Les pensions versées par l'Allemagne à d'anciens SS belges
----------	--

**Questions écrites**

16/07/15	Justice	Opération de police dans les gares de Tournai, Mouscron et Herseaux
16/07/15	Intérieur	Opération de police dans les gares de Tournai, Mouscron et Herseaux
29/07/15	Santé	Mise sur le marché de produits et méthodes amincissants
31/07/15	Santé	La volonté des médecins spécialistes en formation de créer une ASBL visant à protéger leurs droits sociaux
03/08/15	Santé	Reconnaissance du burn-out comme maladie professionnelle
05/08/15	Environnement	Le rapport fédéral sur l'environnement
05/08/15	Mer du Nord	Le volet Mer du Nord du rapport fédéral sur l'environnement
26/08/15	Défense	Le statut des "CRAB"
08/09/15	Santé	La consommation abusive d'antibiotiques
08/09/15	Poste	Le prochain contrat de gestion de Bpost
19/10/15	Santé	L'adaptation du plan e-santé
09/11/15	Santé	Le dépistage du cancer du sein
09/12/15	Justice	Prison de Tournai. - Programmes de réinsertion
09/12/15	Défense	L'avenir de la station météo d'Elsenborn
09/12/15	Justice	L'avenir du tribunal de première instance de Tournai

09/12/15	Santé	L'abus de recours aux accouchements par césarienne dans nos hôpitaux
09/12/15	Mobilité	SNCB. - La nouvelle procédure d'indemnisation pour retards
09/12/15	Mobilité	Les connexions internet dans les trains
09/12/15	Mobilité	Le tarif préférentiel des plus de 65 ans
09/12/15	Mobilité	Accumulation de déchets à la gare d'Herseaux
09/12/15	Intérieur	Augmentation des violences homophobes
09/12/15	Intérieur	L'accord de Tournai II. - La coopération transfrontalière en matière policière et douanière
09/12/15	Finances	Actualisation du revenu cadastral
07/03/16	Intérieur	Alternative au paiement de la perception immédiate
15/03/16	Intérieur	Caméras ANPR le long de la frontière
12/04/16	Intérieur	PLP. - Diffusion d'informations
30/05/16	Santé	Rapport du KCE sur le financement des services des urgences
13/06/16	Emploi	Lutte contre le dumping social

### **Interpellation et Motion**

26/04/16	Santé	La situation sanitaire dramatique en Grèce
----------	-------	--

### **Rapporteur**

Proposition de résolution visant une meilleure prise en charge des enfants présentant un trouble du spectre de l'autisme et de leur famille
Proposition de loi modifiant la loi sur les hôpitaux et autres établissements de soins, coordonnée le 10 juillet 2008 en ce qui concerne les suppléments d'honoraires
Proposition de résolution concernant les priorités de la Belgique lors de la Conférence Climat, à Paris, en décembre 2015
Projet de Loi portant dispositions diverses en matière d'agriculture et d'environnement
Projet de Loi-Programme (art. 32 et 49 à 60)
Projet du Budget Général des dépenses pour l'année budgétaire 2016 - Avis sur la section SPF Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement
Proposition de résolution concernant l'amélioration de la prise en charge de la dénutrition chez les personnes âgées
Proposition de résolution visant à assurer la disponibilité d'iode en Belgique en cas d'accident nucléaire

Proposition de loi modifiant la loi du 24 janvier 1977 relative à la protection de la santé des consommateurs en ce qui concerne les denrées alimentaires et les autres produits et visant à réduire l'attractivité des produits du tabac en instaurant une présentation neutre et uniforme
Commission spéciale « DIESELGATE »
Proposition de loi et de résolution visant à réduire la consommation de tabac et de cigarettes
Proposition de loi modifiant la loi du 24 janvier 1977 relative à la protection de la santé des consommateurs en ce qui concerne les denrées alimentaires et les autres produits en ce qui concerne l'alcool et les boissons alcoolisées
Proposition de résolution relative à la labellisation des denrées alimentaires
Proposition de résolution relative à la mise en place d'une politique adaptée dans le cadre de la lutte contre la consommation abusive d'alcool
Proposition de loi modifiant la loi du 22 décembre 2009 instaurant une réglementation générale relative à l'interdiction de fumer dans les lieux fermés accessibles au public et à la protection des travailleurs contre la fumée du tabac, en vue d'instaurer l'interdiction de fumer dans les voitures couvertes en présence d'enfants âgés de moins de 16 ans

### **Propositions de loi et de résolution**

Proposition de résolution visant à lutter contre le commerce illégal du bois (13/07/15)
Proposition de résolution visant une meilleure prise en charge de l'orthodontie (27/07/15)
Proposition de résolution visant à valoriser l'économie circulaire (10/09/2015)
Proposition de résolution relative à la Conférence des Nations-Unies sur les changements climatiques COP 21 à Paris (21/10/15)
Proposition de loi supprimant l'Ordre des médecins et l'Ordre des pharmaciens et portant création d'un Conseil supérieur de déontologie des professions des soins de santé (09/11/15)
Proposition de résolution visant à instaurer un système permanent d'avances à valoir sur le produit des additionnels à l'impôt des personnes physiques (18/11/15)
Proposition de résolution relative aux missions de la Défense nationale en matière de travail de mémoire et de développement de la citoyenneté (24/11/15)
Proposition de loi visant à renforcer la police de proximité et à rendre plus attractif le travail de quartier (06/01/16)
Proposition de résolution visant à permettre une meilleure prise en charge du deuil périnatal (27/01/16)
Proposition de loi modifiant la loi du 28 mai 2002 relative à l'euthanasie visant à supprimer la validité limitée à cinq ans de la déclaration anticipée et laissant le patient la déterminer lui-même (27/01/16)
Proposition de loi modifiant l'article 30 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, en ce qui concerne le

caractère obligatoire du congé de paternité (23/02/16)
Proposition de résolution visant à permettre le recours au dépistage décentralisé et démedicalisé à l'égard de groupes cibles prioritaires particulièrement vulnérables face au VIH (12/04/16)
Proposition de loi modifiant les lois coordonnées du 10 mai 2015 relatives à l'exercice des professions des soins de santé, afin de permettre la distribution de moyens de contraception d'urgence et non susceptibles de présenter un danger pour la santé par des organismes agréés (13/04/16)
Proposition de loi visant à appliquer un taux de TVA réduit à l'ensemble des produits de protection hygiénique féminine (02/05/16)

### **Interventions dans les débats**

Intervention dans le cadre de l'échange de vue avec la Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique et les deux coordinateurs Ebola désignés par le gouvernement, sur le suivi de l'épidémie d'Ebola
Intervention dans le cadre de l'échange de vues avec la Ministre Marghem sur la préparation de la Cop 21
Intervention dans le cadre de la proposition de loi modifiant la loi du 5 juillet 1994 relative au sang et aux dérivés du sang d'origine humaine en ce qui concerne le caractère altruiste du don de sang par des personnes atteintes d'hémochromatose
Intervention dans le cadre de la Proposition de règlement modifiant le règlement (CE) n° 1829/2003 en ce qui concerne la possibilité pour les États membres de restreindre ou d'interdire sur leur territoire l'utilisation de denrées alimentaires et d'aliments pour animaux génétiquement modifiés
Echange de vues avec des représentants de l'INAMI et du Fonds des Accidents Médicaux, sur le rapport d'activités du Fonds des Accidents Médicaux 2013
Intervention dans le cadre de la Proposition de résolution visant à lutter contre le commerce illégal du bois
Intervention dans le cadre de la Proposition de loi modifiant la loi du 24 janvier 1977 relative à la protection de la santé des consommateurs en ce qui concerne les denrées alimentaires et les autres produits, et interdisant le commerce ou la mise dans le commerce et la fabrication de contenants destinés aux denrées alimentaires et contenant du Bisphénol A ou S
Intervention dans le cadre de la discussion relative au Budget 2016 – Section Santé publique, Sécurité de la chaîne alimentaire et Environnement
Intervention dans le cadre de l'échange de vues avec la Ministre De Block sur la mise en œuvre de la loi du 4 avril 2014 réglementant les professions de soins de santé mentale
Intervention dans le cadre de la Proposition de résolution relative à la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP21) à Paris
Intervention dans le débat concernant l'amélioration des soins palliatifs

Intervention dans débat relatif au Projet de Loi-Programme (art. 32 et 49 à 60) (10/12/15)
Intervention dans le cadre de la Proposition de résolution concernant les priorités de la Belgique lors de la Conférence Climat (COP 21), à Paris, en décembre 2015
Intervention en séance plénière sur Proposition de loi modifiant la loi du 5 juillet 1994 relative au sang et aux dérivés du sang d'origine humaine en ce qui concerne le caractère altruiste du don de sang par des personnes atteintes d'hémochromatose (21/01/16)
Intervention dans le cadre des discussions sur la problématique des viols et violences faites aux femmes
Intervention dans échange de vue avec la Ministre De Block concernant le plan e-Santé (23/02/16)
Intervention dans le cadre de la proposition de loi modifiant l'AR n°78 afin de permettre la distribution gratuite de moyens contraceptifs et de la pilule du lendemain via les Centres de planning familial au moyen d'un « Pass contraception » (12/04/16)
Intervention dans le cadre de la proposition de loi modifiant la loi du 24 janvier 1977 relative à la protection de la santé des consommateurs en ce qui concerne les denrées alimentaires et les autres produits et interdisant le commerce ou la mise dans le commerce et la fabrication de contenants destinés aux denrées alimentaires et contenant du bisphénol A ou S (12/04/16)
Intervention dans le cadre de la proposition de résolution visant à apposer un avertissement visuel sur l'emballage des médicaments ayant des effets tératogènes (12/04/16)
Intervention dans le cadre de la proposition de résolution visant à assurer la disponibilité d'iode en Belgique en cas d'accident nucléaire (12/04/16)
Echange de vue sur le projet d'arrêté royal relatif à l'usage des antibiotiques chez les animaux (27/04/16)
Intervention dans le cadre de la proposition de résolution relative à une approche pluridisciplinaire de la maladie de Lyme (26/05/16)
Intervention dans le cadre du projet de loi visant à modifier la loi du 04 avril réglementant les professions des soins de santé mentale (31/05/16)
Intervention dans l'échange de vue relatif à la politique du Développement durable en Belgique (31/05/16)
Intervention dans le cadre des propositions relatives aux soins palliatifs (08/06/16)
Intervention dans le cadre du Projet de loi portant dispositions diverses en matière de santé (09/06/16)
Intervention suite à l'exposé d'orientation du nouveau Secrétaire d'Etat à la Mer du Nord, Philippe De Backer (14/06/16)
Intervention dans le cadre de la proposition de loi relative aux soins palliatif (23/06/16)

## **Conférences**

27 octobre 2015 : Conférence sur les troubles du sommeil

16 novembre 2015 : Peut-on concilier protection de l'environnement, développement économique et progrès social ?

08 décembre 2015 : Conférence sur l'accompagnement des personnes touchées par des atteintes de la mémoire

19 janvier 2016 : Conférence sur les pesticides

15 février 2016 : Rencontres agricoles

07 mars 2016 : Conférence sur les dangers liés à l'alcool

19 avril 2016 : Conférence sur le TTIP

23 mai 2016 : Gala annuel contre l'homophobie

# **Bilan du travail parlementaire de Daniel Senesael**

## Analyse :

Lors de ma rentrée politique en septembre 2014, j'avais mis l'accent sur plusieurs priorités qui devaient me guider au cours de cette législature et je m'y suis tenu :

- En tant que membre de la Commission Santé publique :

### **1. Veiller à ce qu'un financement suffisant des soins de santé soit garanti :**

La qualité de la prise en charge, la garantie de soins accessibles à tous et le modèle de concertation sociale constituent des piliers de notre système de soins de santé. Face aux pressions budgétaires, il est indispensable de se mobiliser afin de défendre les conquêtes sociales et maintenir le principe de solidarité face à la maladie à la base de notre modèle de santé. Dans cette optique, je suis intervenu auprès de la Ministre de la Santé publique, Maggie De Block :

- ➔ sur le budget d'austérité imposé au secteur des soins de santé, lui signifiant que bien que ses arguments selon lesquels les mesures d'économies ne toucheraient pas le patient, ne nous avaient pas convaincu. En guise de preuve, j'ai avancé que des mesures telles que l'augmentation du ticket modérateur chez certains spécialistes, la réduction des séjours en maternité ou encore le report du tiers payant obligatoire pour les « BIM » ont jusqu'ici nui aux patients. Je lui ai enfin rappelé que la non-approbation par le Conseil général de l'INAMI du budget de l'assurance maladie pour 2016 en octobre de l'année dernière était d'ailleurs venue étayer cette analyse.
- ➔ sur l'abus de recours aux accouchements par césarienne dans nos hôpitaux, rappelant que « *20% des naissances qui ont lieu sur notre territoire sont des césariennes, soit 5% de plus que le taux maximal accepté par l'OMS. Cette part importante de césariennes sur l'ensemble des accouchements engendre plusieurs conséquences négatives. D'une part, pour le budget de l'INAMI et des patients. En effet, le coût de facturation et de remboursement sont bien moindres selon que l'accouchement se passe par voie basse ou par césarienne* ». Sur cette base, j'ai demandé si la Ministre serait favorable à « *une plus grande transparence des pratiques hospitalière en la matière, par exemple en obligeant les hôpitaux à donner accès à leurs statistiques concernant le taux de césariennes pratiquées* »

### **2. Accentuer la prévention en matière de santé :**

Dans la mesure où la prise en charge de soins est souvent plus onéreuse que les mesures de prévention, j'avais décidé de mettre l'accent sur l'importance de « prévenir plutôt que guérir ». C'est ainsi que j'ai notamment interrogé la Ministre De Block :

- ➔ sur la consommation abusive d'antibiotiques, précisant que « *les Belges n'ont jamais consommé autant de médicaments et cette consommation ne cesse d'augmenter. Or, selon les spécialistes, l'abus d'antibiotiques coûterait plus de 2.600 vies chaque année* ». C'est ainsi que je lui ai demandé si elle serait favorable à la mise en place d'un « *système de sanctions financières afin de*

*limiter l'abus des antibiotiques dans les hôpitaux ? [...] Quelles autres mesures pourraient être envisagées pour lutter contre cette problématique ? ».*

- sur le dépistage décentralisé et démedicalisé du VIH. 1.115 infections par le VIH ayant été diagnostiquées dans notre pays en 2013, j'ai rappelé à la Ministre que « *le dépistage constitue évidemment un élément essentiel dans le cadre de la lutte contre le VIH. En effet, lorsqu'il y a eu comportement à risque, la précocité du dépistage et donc du diagnostic est essentielle car elle permet une meilleure prise en charge thérapeutique* ». J'ai donc plaidé pour l'autorisation de ce type de dépistage justifiant cette position par le fait que « *à l'heure où les scientifiques appellent sur toute la planète à une intensification du dépistage et à un traitement précoce, il apparaît que ce type de dépistage permettrait des dépistages plus nombreux, plus précoces et donc une meilleure prise en charge des patients atteints du VIH* ».

Dans la foulée de cette question j'ai cosigné une proposition de résolution visant à permettre le recours au dépistage décentralisé et démedicalisé à l'égard de groupes cibles prioritaires particulièrement vulnérables face au VIH.

C'est également dans ce souci d'accentuer la prévention en matière de santé que j'ai organisé des conférences sur les troubles du sommeil et sur les dangers liés à l'alcool.

### **3. Informer le patient et permettre à chacun de se soigner :**

Pour faire honneur à cette priorité, plusieurs axes ont été privilégiés, notamment sur l'application du tiers payant social pour les patients précarisés ainsi que par une meilleure prise en charge de diverses pathologies. J'ai ainsi interrogé Maggie De Block :

- Sur le refus de certains médecins d'appliquer le tiers payant obligatoire, demandant à la Ministre ce qu'elle comptait faire pour que l'ensemble des médecins généralistes respectent le prescrit légal en matière d'application obligatoire du tiers payant pour les bénéficiaires de l'intervention majorée.
- Sur le remboursement des dispositifs d'assistance ventriculaire gauche. En effet, « *sur les 10.000 belges qui apprennent chaque année qu'ils sont en décompensation cardiaque, seuls 50 par an en décompensation sévère et évolutive peuvent bénéficier d'un remboursement de ces dispositifs* ». Dans la mesure où les dispositifs d'assistance cardiaque apportent des bénéfices clairs tels qu'un allongement de la survie de 4 ans en moyenne ou encore une amélioration de la qualité de vie des patients, j'ai dès lors demandé à la Ministre si elle serait « *encline à soutenir un élargissement du remboursement à plus de 50 DAVG par an* »
- Sur l'augmentation des cas d'apnées du sommeil, lui rappelant que « *le nombre de Belges concernés par les apnées du sommeil ne cesse de croître. Ainsi, selon les chiffres de l'INAMI, on a pu observer une augmentation de 262% des cas entre 2008 et 2014, représentant un budget de plus de 61 millions d'euros pour la sécurité sociale. L'augmentation de ces diagnostics engendre une demande croissante des appareils à ventilation (CPAP). Pour cette raison, l'INAMI avait déjà préconisé, l'année dernière, pour des raisons budgétaires, de réduire drastiquement le nombre de traitements de l'apnée du sommeil par CPAP et avait ainsi décidé de modifier le remboursement de ce traitement* ». Sur base de ce constat, et affirmant qu'il est « *évidemment nécessaire de pouvoir rencontrer - sans doute différemment - les besoins de ces nombreux patients* », je lui ai demandé si des mesures alternatives sont-elles envisagées dans ce sens ?

Une autre question qui me semble importante et que j'avais déjà initiée l'année dernière notamment en déposant une proposition de résolution est la suppression de l'exclusion du don de sang de personnes en raison de leur orientation sexuelle. A cet égard, j'estime en effet que les comportements à risque ne sont pas l'apanage des homosexuels et, s'il est indispensable de veiller à la sécurité du sang transfusé, l'exclusion systématique du don de sang des "hommes ayant des rapports sexuels avec d'autres hommes" est stigmatisante et doit être supprimée. Lui rappelant que l'année précédente je l'avais interrogée sur l'opportunité de réviser les critères d'exclusion à vie du don de sang pour les hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes, comme cela se fait dans d'autres pays tels l'Australie, le Japon ou le Royaume-Uni et que dans sa réponse elle m'avait informé qu'elle avait sollicité l'avis du Conseil supérieur de la Santé afin qu'il se prononce sur l'opportunité et les conditions éventuelles d'une autorisation de don de sang pour des hommes qui ont eu des rapports sexuels avec d'autres hommes, je lui ai demandé si cet avis a été rendu et quelles en avaient été les conclusions.

Fort attentif aux traités de libre échange – Estaimpuis s'est d'ailleurs proclamée commune hors TTIP – j'ai aussi interrogé la Ministre sur les implications du CETA (traité de libre échange avec le Canada) sur notre politique de santé mais également Willy Borsus, Ministre de l'Agriculture, sur les mises en garde contre le TTIP pour la santé, notamment en matière de pesticides étant donné que les normes relatives à ces produits sont beaucoup moins strictes aux Etats-Unis qu'au sein de l'Union européenne. J'ai par ailleurs interrogé la Ministre Marghem sur les implications du CETA sur la politique de protection de l'environnement.

Parallèlement à ces questions, j'ai signé une proposition de résolution visant une meilleure prise en charge de l'orthodontie sachant que les soins dentaires en Belgique sont parmi les moins bien remboursés au sein de l'UE ou encore une proposition de loi visant à permettre la distribution de moyens de contraception d'urgence par des organismes agréés.

- En tant que membre de la *Commission Environnement* :

La défense de l'environnement et la lutte contre le réchauffement climatique sont des défis majeurs de ce début de XXI<sup>e</sup> siècle. Cela est d'autant plus vrai que les dégradations de l'environnement ont tendance à renforcer les inégalités sociales dans la mesure où se sont en général les moins favorisés qui en souffrent le plus. En effet, ce sont souvent les personnes les moins favorisées qui vivent dans les quartiers plus pollués, dans les zones où la circulation routière est dense ou dans des quartiers sans espaces verts. En tant que membre de cette commission, j'ai naturellement adressé plusieurs questions à la Ministre Marghem sur diverses thématiques :

*Biodiversité* : la lutte contre les espèces envahissantes, actions favorisant la préservation de la biodiversité, lutte contre le commerce illégal du bois, plan contre le commerce illégal des espèces sauvages, lutte contre le commerce illégal des espèces menacées,...

*Lutte contre le changement climatique* : les procédures de tests automobiles, la mise en œuvre d'un Centre Fédéral d'Excellence sur le Climat, développement de l'éolien off-shore, le « Burdensharing », la Commission nationale Climat,...

*Environnement* : le registre des nanomatériaux, les moyens mis en œuvre afin de limiter l'utilisation des sacs plastiques, sur le plan fédéral de développement durable, le rapport fédéral sur l'environnement,...

En plus de ces questions, j'ai interrogé et me suis investi dans deux gros dossiers à savoir la COP 21 et le DieselGate.

Concernant la COP 21, j'ai surtout regretté le manque de préparation de la Belgique pour ce rendez-vous présenté comme essentiel pour l'avenir de notre planète. C'est ainsi que j'ai interpellé le Premier-Ministre en séance plénière, regrettant qu'alors qu'il tentait de rassurer pendant les 3 minutes de temps de parole qui lui été attribuées à la tribune de la COP 21, nous étions la risée du pays, de l'Europe, voire des 150 dirigeants du monde entier qui vous accompagnaient étant donné que le "prix fossile" était décerné à la Belgique pour son comportement en matière climatique.

Pour ce qui est du DieselGate, et en temps que Vice-président de la Commission spéciale qui s'est penchée sur cette matière, le message que j'ai porté consistait essentiellement à inciter le gouvernement à revenir sur sa décision de ne pas se prononcer en faveur d'une indemnisation financière des clients belges trompés par Volkswagen. En effet, comme je l'ai affirmé au cours d'une de mes interventions, *« cette frilosité face au géant VW est inacceptable, surtout quand on sait que les consommateurs américains vont, de leur côté, recevoir des milliers de dollars de compensation de la part du constructeur européen VW. [...] Le parlement doit envoyer un signal fort à Volkswagen : un consommateur européen vaut bien un consommateur américain, il faut une égalité de traitement ! »*

Parallèlement à ces questions, j'ai déposé diverses propositions de résolution notamment afin de lutter contre le commerce illégal du bois ou encore pour que l'économie circulaire soit valorisée.

- En tant que mandataire de Wallonie picarde et bourgmestre d'Estaimpuis :

Certes je suis élu de la nation et doit donc travailler pour le bien de tous les Belges. Cependant, je reste un élu de Wallonie picarde, bourgmestre d'Estaimpuis. A cet égard, j'ai adressé plusieurs questions concernant des problématiques liées à notre belle région et l'entité qui Vit !

→ Au Ministre de l'Emploi Kris Peeters :

- sur les licenciements effectués à La Redoute, site Estaimpuis et notamment si des alternatives aux licenciements telles que reclassement, crédit-temps ou prépension sont envisagées ou encore si cette restructuration appellerait une réorganisation plus drastique de la société.

- sur la lutte contre le dumping social. En effet, Estaimpuis a adopté une motion contre le dumping social, il s'agit là d'un sujet qui tient à cœur des autorités communales. Dans cet esprit, j'ai rappelé au Ministre que cette pratique a, selon les estimations, coûté plus de 24.000 emplois en quatre ans dans notre pays. À cette fin, la Commission européenne a invité les États membres à transposer sa nouvelle directive en matière de marchés publics, laquelle permet le respect des obligations applicables dans les domaines du droit environnemental, social et du travail, ce qu'a fait la Belgique. Or, il s'avère que cette directive n'ait été transposée que de manière très, voire trop "light". Je lui ai donc demandé : *« Que répondez-vous dès lors aux critiques selon lesquelles la directive européenne n'a été transposée que trop légèrement en Belgique? Quels autres moyens sont mis en oeuvre afin de lutter contre ce phénomène néfaste pour l'emploi? »*.

→ Au Ministre de l'Agriculture Willy Borsus :

- sur les équivalences entre la Phytolice et le Certiphyto. Au sein d'Estaimpuis, commune frontalière (23 kilomètres de frontière commune) avec la France et qui compte 30% de Français, ce qui en fait la commune la plus française de Belgique plusieurs agriculteurs belges disposent de parcelles tant en France qu'en Belgique. Or, afin de pouvoir pulvériser dans leurs champs situés en France, ces agriculteurs devraient

notamment disposer d'un « certiphyto », l'équivalent français de la phytolice. Je lui ai donc demandé si « *des accords avec les autorités françaises ont été adoptés afin de voir reconnaître, par le biais de l'équivalence, les phytolices en France ? Dans l'attente, quelles solutions alternatives peuvent être proposées à ces agriculteurs ?* ».

- Autre point qui intéresse les nombreux agriculteurs qui exercent sur notre entité, l'utilisation du glyphosate. C'est ainsi que j'ai interrogé à deux reprises le Ministre sur les évolutions concernant la prolongation de la licence de ce produit au sein de l'Union européenne et pourquoi la Belgique ne s'était positionnée contre le renouvellement de la licence de ce produit considéré comme cancérigène probable par l'OMS.

Concernant la thématique de l'agriculture, ajoutons qu'au-delà de la dixième édition des Rencontres agricoles, une conférence sur les pesticides destinée aux agriculteurs avait été organisée.

➔ Au Ministre de l'Intérieur Jan Jambon :

- sur le placement de caméras ANPR le long de la frontière. Lui ayant expliqué que «  *dans le cadre de la signature des accords de Tournai, votre prédécesseur avait fait part de sa volonté d'étendre l'installation de caméras intelligentes ANPR (Automatic Number Plate Registration) sur toute la frontière franco-belge, de La Panne à Aubange. Considérant le manque criant d'effectif policier disponible pouvant être posté aux points de passage à la frontière, ces caméras me paraissent une alternative judicieuse notamment de part les effets préventif et dissuasif qu'elles impliquent* », je lui ai notamment demandé si il était envisagé d'en installer à Estaimpuis, entité qui compte 23 km de frontière commune avec la France.

- sur la diffusion d'informations dans le cadre des PLP. Estaimpuis peut se targuer d'avoir mis en place 3 PLP sur l'entité et compte bien en développer davantage. Suite à une question soulevée par un coordinateur, j'ai interrogé le Ministre Jambon afin de voir quel type d'information pouvait être diffusé dans le cadre des PLP.

- sur l'opération de police au sein des gares de Tournai, Mouscron et Herseaux. Cette opération ayant mobilisé plus de 100 agents visait à lutter notamment contre des problèmes de stupéfiants. Après avoir salué cette opération dans la mesure où ces gares, et plus particulièrement la gare d'Herseaux qui a été délaissée, deviennent de plus en plus le terrain de jeu de nombreux dealers, j'ai demandé au Ministre de faire le point sur cette opération et s'il était prévu suite aux résultats de renforcer la présence policière en gare d'Herseaux.

➔ A la Ministre de la Mobilité :

- Alors qu'elle était encore Ministre, j'avais interrogé Jacqueline Galant sur l'accumulation de déchets à la gare d'Herseaux. Je lui avais rappelé que «  *depuis la fermeture de cette gare, avec d'abord la disparition des guichets en 2011 et de la salle d'attente l'année dernière, le lieu ne fait que se dégrader. Et à l'instar de la gare de Tournai, on ne compte plus les déchets qui s'entassent tant sur les quais que sur les voies à tel point qu'elle est considérée comme une des plus sales du réseau belge* ». Je lui avais donc demandé quelles étaient les solutions envisagées afin de rendre les quais et les voies plus propres et améliorer ainsi le confort des voyageurs ainsi que de me faire le point sur la fréquence de passage du personnel mobile d'entretien au sein de la gare.

➔ Au Ministre de la Justice Koen Geens :

- sur les programmes de réinsertion des détenus au sein de la prison de Tournai. A cet égard, j'avais déploré que «  *la réinsertion des prisonniers, alors même qu'elle devrait constituer le but de l'incarcération, ne figure pas parmi les priorités dans la vie*

*quotidienne au sein d'une prison. Il en va ainsi de la prison de Tournai laquelle, en plus d'être vétuste et en surpopulation, ne semble pas se distinguer par ses programmes de réinsertion* ». Sur base de ce constat, j'avais enjoint le Ministre de me faire le point sur les projets de réinsertion socioprofessionnelle qui sont en vigueur au sein de la prison de Tournai et de me préciser si des évolutions en la matière allaient être envisagées.

- sur l'avenir du tribunal de Tournai. J'avais à l'époque relayé les craintes relatives au probable déménagement du Tribunal de Première instance de Tournai vers Mons. J'avais ainsi constaté que la disparition de ce tribunal à Tournai, le centre de l'Eurométropole Lille-Tournai-Kortrijk, serait des plus préjudiciable pour les justiciables de Wallonie picarde.

### Conclusion et perspectives :

Au terme de ce bilan, je peux modestement affirmer qu'au cours de cette seconde année de mandat de député au parlement fédéral, j'ai tenté d'atteindre, avec volonté et dynamisme les objectifs ambitieux que je m'étais fixés. Je ne compte cependant pas me reposer sur mes lauriers et suis décidé à faire de ces deux premières années d'expérience un tremplin pour atteindre les nouveaux défis qui m'attendent pour cette troisième année de mandat qui s'ouvrira à la rentrée parlementaire en octobre prochain.

Par ailleurs, il est évident que je vais poursuivre et approfondir le travail entamé dans les autres matières évoquées à travers ce bilan. Je continuerai en outre à mettre l'accent sur la prévention et à sensibiliser nos concitoyens à diverses problématiques sociétales à travers l'organisation de mon traditionnel cycle de conférences. Parmi les sujets qui seront traités au cours de la « saison 2016-2017 », il y aura les multinationales, la lutte contre le dumping social, une sensibilisation au diabète ou encore une conférence de Nitrawal sans oublier les rendez-vous traditionnels tels que la onzième édition des « Rencontres agricoles » et « Le gala annuel contre l'homophobie ».

J'entends aussi profiter des vacances parlementaires pour interroger les Ministres sur leur propre bilan. A cet effet, je me repencherai sur les différentes déclarations de politique présentées par les Ministres en charge des matières des différentes commissions où je siège et les interrogerai sur les éventuels points qu'il reste à mettre en œuvre.